

DIEUDONNE, JACQUET, TROUBLES A L'ORDRE PUBLIC ET CENTAINES DE MORTS

LES VALEURS DE LA REPUBLIQUE SONT ELASTIQUES

La mise à mort de Dieudonné a été lancée par les grands défenseurs des principes et des valeurs de la République. Toutefois, nombreux sont ceux qui estiment inacceptable la méthode choisie (même la LDH, Jack Lang et d'autres à gauche, qui dénoncent en outre la décision du magistrat du Conseil d'Etat ayant validé l'interdiction administrative). Une même mise à mort avait été déclenchée contre moi en 1988 par le pouvoir socialiste de l'époque. Pourtant, il est indiscutable qu'on ne peut absolument rien me reprocher. Au contraire. C'est une collaboratrice du grognard socialiste Mermaz qui avait à l'époque procuration pour voter en mes lieu et place (les documents qui le prouvent sont sur le Web). Il apparaît en outre maintenant que « tout me donne raison sur tout », y compris dans le domaine militaire. Le plus grave est que, si on m'avait écouté, des centaines de vies humaines auraient été épargnées. Pour autant, je continue à être victime d'une chasse à l'homme délirante (mais ceci est peut-être la raison cachée de cela).

On notera que Dieudonné n'est responsable d'**aucune mort, aucune blessure, pas un seul trouble à l'ordre public**, même après la provocation qu'a constitué la décision du magistrat du Conseil d'Etat le 9 janvier, qui apparaît ainsi d'autant plus inutile, donc abusive et du même coup hors du droit. Dans le même temps on continue à s'acharner contre moi pour protéger des gens qui ont du sang plein les mains parce que responsables de centaines de morts.

L'exécutif, jusqu'au plus haut niveau, est parfaitement informé de ce qui précède, et même beaucoup plus, ce qu'un enfant de quinze ans peut constater et comprendre en quelques minutes sur le Web (demandez au ministre Arnaud Montebourg ou faites une rapide recherche sur le Web où on trouve les lettres que celui-ci m'a adressées et ce qu'elles révèlent en suivant les liens : les mensonges, les falsifications, le ministre Mermaz trafiquant de faux enregistreurs de vol...). L'exécutif, jusqu'au plus haut niveau, sait à quel point on se paie la tête des familles de victimes de crashes aériens, qui subissent ainsi une double peine. Cela vaut en premier lieu pour le Rio-Paris, où la vérité s'étale sur le Web, mais où une certaine justice, celle de la juge Zimmermann, dirigeante de la LICRA, et de l'avocat Jakubowicz, président de la LICRA, tente encore et toujours de berner et d'escroquer les familles de victimes.

Depuis trois semaines l'exécutif met en avant avec obstination les principes et les valeurs de la République dans l'affaire Dieudonné. Dans le même temps, associé à la LICRA et à son président Jakubowicz, il veut faire enfermer un honnête homme incontestable pour protéger des criminels aux mains pleines de sang.

Les valeurs de la République sont infiniment élastiques.